

Rédacteur
L'inspecteur de l'environnement Claire MERMET

Vérificateur	Approbateur
Le chef du Pôle Ressources Pierre CASERT	Pour le Directeur Régional, Par délégation, l'Adjoint au Chef du Service Prévention des Risques Anthropiques Philippe LIAUTARD



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 25/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CHIMIREC EST SAS (ex-CRDT)**

La Haie Sorette  
BP 16  
54450 Domjevin

Références : 2024\_2489  
Code AIOT : 0006200160

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement CHIMIREC EST SAS (ex-CRDT) implanté La Haie Sorette BP 16 54450 Domjevin. L'inspection a été annoncée le 30/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC EST SAS (ex-CRDT)
- La Haie Sorette BP 16 54450 Domjevin
- Code AIOT : 0006200160
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC EST exploite un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de DOMJEVIN.

Ce site relève du champ de la directive européenne sur les émissions polluantes (directive 'IED').

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique de classement des activités	Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article 1.2.1	Sans objet
2	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 4.1.1	Sans objet
3	Modalités d'exercice et	Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 9.2.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	contenu de l'autosurveillance		
4	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 10	Sans objet
5	Origine géographique des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 8	Sans objet
6	Capacités de stockage et répartition des déchets dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article Annexe 1	Sans objet
7	Centre de transit de déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 8.1.3	Sans objet
8	Centre de transit de déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 8.1.7.3	Sans objet
9	Centre de transit de déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 8.1.4	Sans objet
10	Valeurs limites d'émission et surveillance (MTD 8 et 41)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.4 de l'AM, point IX	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux objectifs de cette inspection ont été de contrôler:

- le respect des dispositions relatives aux prélèvements et consommation d'eau ainsi que les modalités de surveillance des rejets aqueux et des eaux souterraines ;
- le respect des dispositions sur la typologie de déchets réceptionnés, en particulier les déchets interdits, les zones de chalandises et leur stockage ;
- la mise en place des mesures semestrielles de COV exigées au titre de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 (site IED au titre des rubriques 3510 et 3550), suite à la visite d'inspection du 24 octobre 2023.

Ces points ne font pas l'objet de non-conformité sur le site de la société CHIMIREC EST.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Rubrique de classement des activités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/07/2024, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités exercées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rubrique 3550 : transit de déchets dangereux : 1 282 tonnes de ces déchets stockées au plus sur le site. Rubrique 2718-1 : stockage vrac 1 010 tonnes et stockage de déchets conditionnés 256,2 tonnes pour un maximum de 1 226,2 t dans les limites prévues au sous article 3-2 de l'arrêté préfectoral 2014-0255 du 16 juin 2014 Rubrique 2714 : 120 m <sup>3</sup> Rubrique 2711 : transit et regroupement de 90 m <sup>3</sup> de déchets

d'équipements électriques et électroniques
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par arrêté complémentaire 2023-0986 du 8 février 2024, la capacité annuelle de l'installation au titre de la rubrique 2718-1 a été portée de 17 000 à 20 000 tonnes de déchets dangereux.</p> <p>En 2023, via GERE, la société CHIMIREC EST a déclarée une quantité annuelle de 18 002,45 tonnes. Pour 2024, la projection est de 19 900 tonnes.</p> <p>Afin d'améliorer la proximité des collectes par rapport aux clients et de décharger partiellement la plate-forme de DOMJEVIN, un nouveau site implanté en Alsace fait l'objet d'une demande d'autorisation en cours d'instruction. Au vu de la tendance actuelle et dans l'attente de l'ouverture du site alsacien visé au 2<sup>ème</sup> semestre 2026, l'exploitant envisage de solliciter un passage à 22 000 t/an. Cette demande devra faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance au titre de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Prélèvements et consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas lié à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réseau public (Domjevin) : 1 200 m<sup>3</sup> maximal annuel .../...</li> </ul> <p>Les quantités d'eau prélevées seront comptabilisées et reportées dans un registre tenu à la disposition des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En consultant la base de données GERE, il a été constaté une forte augmentation de la consommation en eau (528 m<sup>3</sup>/an en 2021 contre 1 226 m<sup>3</sup>/an en 2022 et 2 469 m<sup>3</sup>/an en 2023).</p> <p>L'exploitant assure un suivi de sa consommation d'eau via un compteur relevé mensuellement. Il a donc constaté les augmentations et procédé aux investigations sur site. Plusieurs fuites ont été détectées successivement en 2022, 2023 et 2024, certaines sous la dalle en enrobés. Il a fait procéder aux travaux nécessaires et à la réfection d'une partie de son réseau d'eau. Pour 2024, la consommation relevée à fin septembre est de 1 633 m<sup>3</sup> (forte augmentation en juillet et août suite à la dernière fuite avec consommation de 769 m<sup>3</sup> au lieu d'environ 350 m<sup>3</sup>). Après travaux, les valeurs relevées sont revenues à la normale par rapport à la consommation attendue en comparaison avec l'année (N-1) à 115 m<sup>3</sup> pour septembre.</p> <p>En parallèle, un nouveau compteur a été installé. Le site est désormais équipé d'un compteur dédié aux eaux sanitaires et d'un nouveau compteur dédié à l'alimentation des besoins incendie et du poteau dédié au nettoyage industriel. Ils sont tous deux munis d'un disconnecteur.</p> <p>Il a également mis en place un poteau d'alimentation dédié uniquement à l'approvisionnement en eau pour le nettoyage industriel des hydrocureurs (estimé à 50 m<sup>3</sup>/mois en moyenne). Lors de cette inspection, l'exploitant a évoqué une modification envisagée sur ce point. Il souhaite récupérer les eaux de toiture du bâtiment D en cours de construction dans une cuve de 60 m<sup>3</sup>, dédiée au nettoyage industriel, afin de ne plus avoir recours à l'eau de réseau public pour cet usage. Elle doit faire l'objet d'un porter à connaissance préalable au titre de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des eaux résiduaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mesures sont réalisées selon des méthodes normalisées et portent sur les rejets suivants : .../... - rejet : milieu naturel à la sortie du bassin incendie - contrôle mensuel réalisé par un organisme extérieur agréé. Cette mesure mensuelle sera réalisée, autant que faire se peut, suite à la vidange du bassin tampon aval dans le bassin incendie.
<b>Constats :</b>  L'exploitant fait réaliser un contrôle mensuel sur les eaux en sortie du bassin incendie, par ASPECT Service Environnement, dont les résultats sont déclarés dans GIDAF sur l'ensemble des paramètres imposés. Ils ne montrent pas de dépassement des valeurs limites imposées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eau souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au moins trois piézomètres sont implantés autour et à proximité du site de l'établissement, un en amont et deux en aval hydraulique. Ils sont destinés à surveiller l'impact de l'exploitation des installations autorisées par le présent arrêté sur la qualité des eaux souterraines de la nappe existant au droit du site. L'exploitant dispose dans son établissement d'une pompe de prélèvement intra-piézomètre des eaux souterraines à analyser. Les paramètres suivants doivent être mesurés mensuellement dans les échantillons d'eaux souterraines prélevés : - pH - Conductivité - COT - COHV - DCO - Hydrocarbures totaux - Hydrocarbures aromatiques polycycliques - Microtox. Les résultats des mesures de la qualité des eaux souterraines sont à adresser par l'exploitant à l'inspection des installations classées au plus tard dans le mois qui suit la réalisation des prélèvements soumis à l'analyse, accompagnés de l'identification du sens et de la direction de l'écoulement de la nappe ainsi que de l'identification de la position des trois piézomètres, avec leur interprétation et la communication des actions engagées ou prévues pour remédier à l'éventuelle dégradation de la qualité ces eaux souterraines.
<b>Constats :</b>  Les 3 piézomètres font bien l'objet d'une mesure mensuelle et les résultats sont renseignés via GIDAF. Ils n'appellent pas d'observations de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Origine géographique des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine géographique des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets peuvent provenir, en respectant l'ordre de priorité suivant : 1. des départements de la région Grand Est; 2. des départements limitrophes de la région Grand Est ; 3. des autres départements français où est implantée une filiale du groupe pour une élimination finale vers les pays frontaliers, sous réserve du respect des dispositions réglementaires applicables, des orientations des Plans Régionaux de Prévention et de Gestion des Déchets ainsi que des principes d'autosuffisance et de proximité.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté une synthèse des déchets entrants pour l'année en cours. À fin septembre 2024, il a été admis 15 376 tonnes de déchets sur le site de DOMJEVIN, tous en provenance de départements de la région Grand Est, origine prioritaire prescrite pour l'origine géographique des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Capacités de stockage et répartition des déchets dans l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/04/2020, article Annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacités de stockage et répartition des déchets dans l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tableau joint en annexe à l'arrêté préfectoral complémentaire 2020-0128
<b>Constats :</b>  En juillet 2024, l'inspection a été informée de difficultés d'exutoire pour certains déchets (emballages souillés métalliques, déchets pâteux, acides, poudres et eaux souillées) au sein du réseau CHIMIREC, en lien avec le secteur cimentier. Le site de DOMJEVIN est potentiellement concerné par cette problématique. Ces déchets sont pris en charge puis envoyés soit vers une cimenterie, soit en incinération chez TREDI (68). Par l'arrêté préfectoral complémentaire 2002/0128 du 14 avril 2020, les déchets pâteux sont répartis entre les bâtiments A, B et C pour une capacité de stockage maximale de 110 tonnes. Au jour de la visite, la quantité stockée est de 99 tonnes. Le stockage est réalisé en contenants et en vrac. Actuellement, l'élimination se fait dans la semaine qui suit la réception, uniquement chez TREDI (68).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Centre de transit de déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets admissibles sur le site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets autorisés à entrer sur le site sont définis à l'annexe I du présent arrêté..../... Les déchets non autorisés sur le site pourront être stockés temporairement sur le centre et devront être retournés dans les 72 heures à leur producteur. L'inspection des installations classées

en sera avertie immédiatement par fax. .../...
<b>Constats :</b>  En cas de réception de déchets non autorisés sur le site (ex: acide picrique, PCB), la société CHIMIREC EST isole le déchet et informe son producteur en lui proposant éventuellement une solution de traitement autre. L'acceptation du client doit se faire sous 48 heures. A défaut, il lui incombe de récupérer le dit déchet sous 72 heures. En parallèle, la société CHIMIREC EST informe l'inspection par courriel dans les plus brefs délais après réception. Cette procédure a été appliquée lors de réceptions d'acide picrique (produit explosif) survenues en janvier 2024 et d'huile polluée aux PCB en 2022 et en 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Centre de transit de déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2020, article 8.1.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous les déchets entrants sur le site sont pesés et enregistrés sur un registre journalier et informatisé tenu à la disposition de l'inspection des installations classées comportant les informations suivantes : - la date et l'heure d'arrivée - la dénomination du déchet ou/et sa catégorie, - son conditionnement, - son poids, - son origine, - la référence du BSD ou du bon de prise en charge.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, le registre de déchets entrants a été examiné. Il comporte bien les informations attendues par l'inspection et n'appelle pas d'observations. Par sécurité, ce registre informatisé fait l'objet de plusieurs systèmes de sauvegarde et permet un remplissage automatique de Trackdechets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Centre de transit de déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2010, article 8.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets interdits sur le site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets interdits sur le centre sont les suivants : - les produits radioactifs, - les produits explosifs, - les déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI), - les déchets pulvérulents non correctement conditionnés en vue de prévenir leur dispersion, - les déchets dont la contamination au PC est supérieure à 50 ppm, - tout déchet non explicitement cité dans l'annexe I.
<b>Constats :</b>



<p>L'exploitant a déclaré à l'inspection plusieurs réceptions de déchets interdits (acide picrique, déchets contaminés au PCB) depuis 2022.</p> <p>Les flacons d'acide picrique ont fait l'objet d'une prise en charge par les démineurs au frais des producteurs de déchets.</p> <p>Le contenu de la cuve d'huile noire contaminée au PCB en 2023, lors d'une opération de transvasement de GRV de déconditionnement de petit conditionnement d'huile, a été envoyée pour destruction sur une installation agréée à cet effet (société TREDI à Saint-Vulbas). Le bordereau d'élimination émis par TREDI a été transmis à l'inspection le 25 octobre 2024.</p> <p>En 2024, une cuve de stockage fixe de résidus boueux pollués aux PCB (teneur mesurée à 11 630 ppm) en provenance d'une déchetterie de la commune de Kayzersberg et réceptionnée en juillet 2024, a été isolée immédiatement sur site et le client a été informé par CHIMIREC EST.</p> <p>Une proposition de traitement pour élimination a été faite au client et l'exploitant est dans l'attente de son retour pour la mise en œuvre (pompage pour mise en GRV avant expédition vers le site d'élimination au frais du producteur du déchet). L'exploitant veillera à adresser copie du bordereau d'élimination final à l'inspection à réception de celui-ci.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Valeurs limites d'émission et surveillance (MTD 8 et 41)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.4 de l'AM, point IX</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(1) La surveillance ne s'applique que lorsque la substance concernée est pertinente pour le flux d'effluents gazeux d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué dans le courrier en réponse du 1/02/2024 suite à l'inspection du 24/10/2023 relative à la conformité du site aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, l'exploitant a bien fait procéder aux mesures de COV aux points de captation des bâtiments A et C. Les mesures des bâtiments A et C ont eu lieu le 19/10/2023 et 27/11/2023 par DEKRA.</p> <p>Ces mesures semestrielles ont été renouvelées le 23/05/2024 et les résultats transmis à l'inspection par courriel du 25/10/2024. Une nouvelle mesure est déjà prévue en novembre 2024.</p> <p>Au vu des dernières valeurs relevées (<math>15,2 \text{ mg/Nm}^3 &lt; \text{seuil de } 30 \text{ mg/Nm}^3</math>), la mise en place supplémentaire de filtres à charbon actif n'est pas nécessaire pour l'instant au niveau du broyeur et de la zone de déconditionnement .</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>